

Des ONG disent avoir été « contraintes au silence » par des manifestants d'extrême droite – 22/09/2025

Au moins deux organisations de soutien aux demandeurs d'asile britanniques ont fermé leurs bureaux après des menaces crédibles pour leur sécurité



Care4Calais est l'une des ONG de réfugiés à avoir signé la déclaration dans ce qu'elle qualifie d'acte de solidarité face aux menaces croissantes. Photographie : Charlie Ermine/Care4Calais/PA

Plus de 150 avocats, organisations de défense des droits humains, de réfugiés et de défense de l'environnement ont déclaré qu'ils subissaient des « pressions pour les réduire au silence » après que certains aient reçu des menaces de viol et de mort de la part de manifestants d'extrême droite et anti-migrants.

Au moins deux ONG de réfugiés qui soutiennent les demandeurs d'asile qui ont reçu des avis du ministère de l'Intérieur les informant qu'ils seront renvoyés de force vers la France dans le cadre du programme controversé du parti travailliste « un dedans, un dehors » ont fermé leurs bureaux après des menaces crédibles pour leur sécurité.

Des organisations telles que Liberty, Greenpeace, Care4Calais, Bail for Immigration Detainees, Choose Love, le Runnymede Trust et Freedom from Torture, ainsi que de nombreux avocats, dont des KC, ont signé la déclaration dans ce qu'elles considèrent comme un acte de solidarité face aux menaces croissantes.

Ils sont particulièrement préoccupés par la façon dont les médias et les médias sociaux attisent les flammes lorsqu'ils font référence aux migrants.

« Au cours des derniers jours, nous avons assisté à une augmentation de la couverture médiatique et des attaques sur les réseaux sociaux visant les organisations soutenant les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile dans notre communauté. En tant que dirigeants et organisations du secteur de la migration, des droits de l'homme et du droit, nous nous rassemblons pour exprimer notre profonde inquiétude face à la montée de l'hostilité à l'égard de nos organisations et des personnes avec lesquelles nous travaillons.

« Nous demandons de toute urgence qu'il soit mis fin au discours médiatique qui attise les flammes de la division. Les journalistes et les médias ont le devoir d'agir de manière responsable et intègre, en particulier lorsqu'il s'agit de leurs reportages, de leurs titres et de leur production sur les réseaux sociaux.

Les détails personnels de certains membres du personnel d'ONG ont été partagés en ligne, tandis que des commentaires menaçants incluent : « Ces idiots libéraux ne comprendront littéralement pas tant qu'ils ne seront pas violés ou poignardés. »

« Bien que je ne le souhaite à personne, il y a de fortes chances qu'un jour elle, ou sa famille, soit confrontée à la réalité de l'enrichissement en personne », ce que l'on pense être une référence au viol, est un autre message récemment reçu.

La déclaration conjointe ajoute : « Ces attaques ne sont pas seulement des mots sur une page – elles ont des conséquences. Les communautés vivent dans la peur, notre personnel et nos bénévoles sont victimes d'abus et nos bureaux sont pris pour cible.

« Le secteur migratoire, déjà aux prises avec des ressources limitées, est aujourd'hui contraint de fonctionner discrètement, craignant que la visibilité n'entraîne des abus, voire un danger physique. Le résultat est un effet dissuasif : nous sommes contraints au silence, incapables de parler publiquement des injustices dont nous sommes témoins tous les jours.

La profonde inquiétude suscitée par la direction que prend le racisme et la haine des migrants fait suite à des informations selon lesquelles certaines ONG auraient utilisé des salles sécurisées en cas d'attaques d'extrême droite dans leurs locaux, certaines se sentaient obligées de déménager leurs bureaux et des menaces de mort crédibles.

Un porte-parole de Bail for Immigration Detainees a déclaré : « Les récentes attaques ne font que souligner l'importance de garantir l'accès à la justice et de protéger les droits

des personnes qui en ont le plus besoin. Malgré les tentatives d'intimidation ou de harcèlement des organisations qui défendent les droits fondamentaux et l'État de droit, nous savons que nous sommes plus forts ensemble en tant que communauté. Cela a renforcé notre détermination à poursuivre le travail essentiel que nous faisons.